

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Éthiopie : neuf groupes rebelles s'allient contre le gouvernement

AFP
Addis Abeba/Éthiopie

Neuf groupes rebelles éthiopiens ont annoncé hier la création d'une alliance contre le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed, dans un "front uni" emmené par les combattants nordistes du TPLF qui menacent de marcher sur la capitale Addis Abeba. Face à une "escalade" dans le conflit qui ravage le nord du pays depuis un an, les États-Unis ont appelé hier leurs ressortissants à quitter l'Éthiopie "dès que possible".

Le gouvernement fédéral est en guerre depuis plus d'un an dans le nord du pays contre les combattants du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui ont, ces derniers mois, progressé au-delà de leur région, notamment dans la région de l'Amhara. Ils ont affirmé mercredi avoir atteint la localité amhara de Kemissie, à 325 kilomètres au nord de la capitale, où ils ont rejoint des combattants de l'Armée de libération oromo (OLA), groupe armé de l'ethnie oromo avec lequel ils ont conclu une alliance dès août. Les deux groupes n'ont pas exclu de marcher sur la capitale pour faire chuter Abiy Ahmed. Le gouvernement dément, lui, toute menace sur Addis Abeba. Le TPLF et l'OLA ont annoncé hier s'unir contre le gouvernement avec sept autres organisations moins connues et à l'envergure incertaine. Il s'agit de groupes issus de diverses régions (Gambella, Afar, Somali et Benishangul) ou ethnies (Agew, Qemant, Sidama) qui constituent l'Éthiopie. Cette alliance, baptisée Front uni des forces fédéralistes et confédéralistes éthiopiennes, est formée "en réponse aux nombreuses crises auxquelles fait face le pays" et "pour annuler les effets néfastes du pouvoir d'Abiy Ahmed sur les populations d'Éthiopie et d'ailleurs", ont-elles affirmé dans un communiqué. Elles estiment "nécessaire" de "travailler ensemble et joindre (leurs) forces vers une transition" en Éthiopie.

Le procureur général éthiopien, Gedion Timothewos, a qualifié cette alliance de "coup de pub", soulignant notamment que certaines de ces organisations "n'ont pas vraiment de base populaire".

Impact incertain

L'impact sur le conflit de ce "front uni" reste incertain. "S'ils sont vraiment sérieux dans leur détermination à prendre les armes contre le gouvernement, c'est potentiellement un vrai problème" pour Abiy Ahmed, a déclaré à l'AFP un diplomate connaisseur des questions de sécurité, tout en concédant ne pas connaître la plupart de ces groupes, leurs effectifs et leurs ressources. Cette nouvelle alliance semble manifester une volonté du TPLF de montrer qu'il dispose d'un soutien au-delà du Tigré. Le TPLF avait déjà mis en place une coalition avec d'autres groupes ethniques et géographiques à la fin des années 1980, avant de renverser l'autocrate Mengistu Haïlé-mariam en 1991.

Cette coalition du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF), largement dominée par le TPLF, avait ensuite dirigé le pays pendant près de 30 ans, avant un mouvement de contestation

qui a mené Ahmed Abiy au pouvoir en 2018. Devenu Premier ministre, M. Ahmed a progressivement écarté le TPLF du pouvoir fédéral. Après des mois de tensions, le Prix Nobel de la paix 2019 a envoyé l'armée au Tigré en novembre 2020 pour destituer les autorités régionales, issues du TPLF, qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires fédérales.

Il avait proclamé la victoire le 28 novembre. Mais en juin, les combattants du TPLF ont repris l'essentiel de la région et poursuivi leur offensive dans les régions voisines de l'Afar et de l'Amhara.

"Discours alarmiste"

Le gouvernement a, lui, démenti toute avancée rebelle majeure, assurant qu'il gagnera cette "guerre existentielle". La porte-parole du Premier ministre a fustigé vendredi une "désinformation" menée par le TPLF destinée à créer "un faux sentiment d'insécurité". "Il y a un discours alarmiste qui crée beaucoup de tension (...), y compris dans la communauté



Une vue des soldats éthiopiens déjà aux mains des rebelles. Photo: DR

internationale", a déclaré Billene Seyoum, assurant qu'"Addis Abeba vit avec un sentiment de normalité". Vendredi, le ministère de la Défense a appelé les retraités de l'armée à se réengager "pour protéger le pays du complot visant à le désintégrer". L'état d'urgence a été déclaré mardi sur l'ensemble du territoire, permettant aux autorités de détenir sans mandat toute personne soupçonnée de soutenir des "groupes terroristes"

ou de suspendre les médias qui "apportent un soutien moral directement ou indirectement" au TPLF. Amnesty International a critiqué vendredi ces mesures, qui constituent un "plan d'escalade des violations des droits humains", selon son directeur pour l'Afrique de l'Est, Deprose Muchena. Des avocats ont indiqué à l'AFP que des milliers de Tigréens avaient été arrêtés depuis l'annonce de l'état d'urgence.

Guinée : des partis politiques accusés de chercher à troubler l'ordre public



Liesse populaire au lendemain du renversement du président Alpha Condé par les militaires. Photo: DR

AFP
Conakry/Guinée

Les militaires au pouvoir en Guinée depuis le 5 septembre ont accusé jeudi des partis et des activistes d'agissements visant à "troubler l'ordre public et la paix sociale" dans ce pays d'Afrique

de l'Ouest.

Le Comité national de rassemblement pour le développement (CNRD), a déclaré, dans un communiqué lu à la télévision publique, que but était de "saper la paix et la paix et la quiétude des Guinéens et porter préjudice à la transition apaisée en

cours". Sans donner plus de précision sur l'identité des partis et des activistes qu'il accuse, le CNRD met en garde ceux qui refusent de s'inscrire dans la démarche de "dialogue consensuel" et assure qu'il prendra "toutes les dispositions régaliennes pour assurer leur sécurité".

Cette mise en garde intervient à la suite de la conférence de presse des responsables du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG, parti du président déchu Alpha Condé).

Lors de cette rencontre avec les journalistes, l'ex-président de l'Assemblée nationale et responsable du RPG, Amadou Damaro Camara, a demandé au CNRD de libérer Alpha Condé, 83 ans, placé en résidence surveillée depuis qu'il a été renversé.

L'ancien commandant des forces spéciales, le colonel Mamady Doumbouya qui a renver-

sé l'ancien président Condé le 5 septembre et s'est fait investir président de transition, a promis de "refonder" l'État guinéen et de combattre la corruption. Il a assuré qu'il n'y aurait pas de "chasse aux sorcières".

Dès la prise du pouvoir, la junte avait dissous le gouvernement et les institutions et remplacé ministres, gouverneurs et préfets par des administrateurs et des militaires.

Le colonel Doumbouya a nommé le 6 octobre un Premier ministre de transition, Mohamed Béavogui, un ancien sous-secrétaire général des Nations unies. Deux semaines après, la composition de son gouvernement n'a pas été communiquée. Le colonel Doumbouya a promis de rassembler les Guinéens au-delà des appartenances politiques ou ethniques, et de rétablir un régime civil après une période de transition d'une durée indéterminée.